



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement européen

Priorité à l'alimentation

*L'agriculture durable peut nourrir le monde
mais elle ne peut pas alimenter nos réservoirs*

L'euphorie déclenchée par les agrocarburants menace la sécurité alimentaire dans le monde

Une part croissante des investissements dans l'agriculture et des surfaces agricoles est consacrée à la production de carburants, véritable menace pour la sécurité alimentaire dans le monde. En effet, les agrocarburants tirés des cultures de céréales, d'oléagineux et de la canne à sucre, erronément appelés «biocarburants», sont responsables, en maints endroits du globe, d'une surexploitation des ressources naturelles. Les forêts humides sont défrichées pour accroître les surfaces des plantations de palmiers à huile; la production intensive de soja est plus gourmande en eaux souterraines; l'utilisation de pesticides et d'engrais augmente elle aussi. Il s'ensuit que le bilan environnemental et énergétique de la production agroindustrielle de carburants est souvent négatif. Les investissements opérés actuellement et les conditions-cadres politiques en matière d'agrocarburants favorisent les monocultures à grande échelle, renforcent la position des multinationales sur le marché et entravent l'avènement de solutions au niveau local, dans le sens d'une décentralisation. Des millions de personnes à travers le monde vivant dans des zones rurales pourraient se voir contraintes de quitter leurs terres et perdre ainsi leurs revenus et leurs moyens de subsistance.

Un moyen douteux pour lutter contre les changements climatiques

On attend des agrocarburants qu'ils apportent une solution pour maîtriser les changements climatiques. Le CO₂ ne constitue pas le seul problème. Les espèces végétales absorbent, certes, du CO₂ et en diminuent ainsi le niveau dans l'atmosphère, mais l'intensification des cultures de maïs, de blé, de canne à sucre et de palmier à huile n'a pas nécessairement d'impact positif sur le climat. Jusqu'à présent, on a négligé le fait que le recours accru aux engrais azotés entraînait des émissions considérables d'hémioxyde d'azote (N₂O, gaz hilarant). Or le N₂O est nettement plus préjudiciable au climat que le CO₂.

Par ailleurs, les modes de production agroindustriels reposent sur une forte consommation d'huiles minérales. Les modèles qui affichent un bilan énergétique et climatique positif passent sous silence d'importants facteurs comme le transport supplémentaire des matières premières, les pertes de récoltes dues aux changements climatiques en raison des sécheresses, les inondations, l'érosion des sols et la perte de biodiversité. L'évolution des conditions climatiques laisse apparaître de nouvelles maladies qui font peser un risque supplémentaire sur la sécurité alimentaire.

Des écosystèmes fragiles en danger

La montée en flèche de la demande d'agrocarburants de la part des pays industrialisés amplifie l'expansion rapide des plantations de palmiers à huile et des monocultures de soja qui envahissent désormais des zones de forêts humides et d'autres écosystèmes fragiles. De vastes surfaces de forêt vierge ont déjà été défrichées en Malaisie dans le but de créer des plantations de palmiers à huile. Au Brésil, les forêts tropicales sont déboisées et les savanes sont cultivées pour accroître la production de matières premières végétales aux fins d'exportation d'aliments pour animaux et de carburants. Ce pays substitue actuellement 40 % de sa propre consommation d'huiles minérales par l'éthanol et l'agrodiesel, ce qui implique l'utilisation d'une surface correspondant, plus ou moins, à la Grande-Bretagne et aux pays du Benelux réunis. Les volumes de carburants qu'il est prévu d'exporter maintenant vers les États-Unis et l'Europe vont donner lieu à l'abattage et à l'assèchement de 200 millions d'hectares supplémentaires de forêts humides et de zones marécageuses. 80 % des gaz à effet de serre du pays sont imputables au défrichement. Le boom de l'agrocarburant est en outre responsable de la diminution rapide du niveau de la nappe phréatique dans de nombreuses régions.

L'approvisionnement alimentaire mondial est compromis

Le soutien privé et public dont bénéficie le secteur des agrocarburants se traduit par une exacerbation de la concurrence en ce qui concerne les terres et les ressources. Ce sont principalement les gens et les régions les plus pauvres qui en font les frais. Les prix des céréales ont doublé en l'espace d'une année, alors que les stocks de céréales ont atteint le niveau le plus bas de ces 40 dernières années. Les diminutions de rendement des produits récoltés dues aux conditions climatiques ainsi que la consommation de viande en croissance constante dans les pays industrialisés et émergents (notamment en Chine et en Inde) accentuent cette tendance. Si l'UE, les États-Unis et le Brésil augmentent encore la part de substitution des huiles minérales par des agrocarburants, au lieu de réduire de manière drastique leur propre consommation de carburants, d'ici quelques années, nous allons nous retrouver dans une situation où les pays prospères pourront encore se permettre une consommation élevée de carburants et d'aliments, tandis que la majorité des pauvres ne pourra plus s'alimenter convenablement. Craignant des pénuries alimentaires, la Chine a déjà abandonné de nouveaux projets de production d'agrocarburants planifiés sur son territoire.

Scénarios d'avenir aléatoires

Vu la médiocrité du bilan environnemental et climatique des carburants produits à l'heure actuelle, les attentes des adeptes de cette production s'orientent désormais vers les futures générations de cultures énergétiques sensées remédier aux problèmes climatiques: les arbres à croissance rapide, le miscanthus et d'autres types de biomasse devraient à l'avenir transformer la cellulose en sucre et en éthanol. On devrait également recourir aux enzymes génétiquement modifiés ainsi qu'à des semences et des plantes génétiquement modifiées. Étant donné que la plupart de ces cultures énergétiques sont néanmoins pluriannuelles et invasives, elles sont susceptibles de contaminer et de supplanter les espèces existant naturellement à l'état sauvage. Par conséquent, il se pourrait que l'introduction de générations de carburants affichant un meilleur bilan énergétique aille de pair avec de nouveaux effets négatifs sur l'environnement et la société. Reste à établir une analyse d'impact concernant les carburants de deuxième et troisième générations.

Modes de consommation actuels au banc d'essai

Il n'existe ni excédents en terres ni excédents alimentaires dans l'UE, surtout si elle assure une exploitation durable des terres. L'UE est le plus grand importateur net au monde d'aliments destinés à la consommation animale et humaine. Même sans importations de carburants, l'économie alimentaire utilise des millions et des millions d'hectares de terres arables dans des pays tiers, notamment dans les pays en développement. D'énormes quantités d'eau et d'huiles minérales sont consommées en vue d'offrir les volumes d'aliments d'origine animale nécessaires pour satisfaire la consommation carnée actuelle des citoyens européens. Ainsi, afin de réduire les effets sociaux et environnementaux de nos habitudes de consommation sur les pays en développement et de contribuer à la maîtrise du changement climatique, l'UE doit améliorer notablement l'efficacité de son approvisionnement alimentaire. Il convient de diminuer la consommation énergétique et calorique grâce à une production et à une commercialisation régionales énergétiquement plus efficaces. En outre, il est indispensable de promouvoir davantage les énergies renouvelables (l'énergie solaire, la géothermie, le biogaz et l'énergie éolienne) à un niveau local, décentralisé. La valorisation énergétique de la biomasse ne présente un intérêt que dans la mesure où l'on recycle surtout des déchets organiques au lieu d'utiliser des céréales et fruits oléagineux et que l'on s'en serve dans des systèmes de cogénération.

Conditionner les aides publiques à des critères de durabilité

La biomasse et le biogaz peuvent contribuer aux gains d'efficacité énergétique et à la maîtrise des changements climatiques. Ils peuvent être une composante d'un système durable d'approvisionnement alimentaire et énergétique, à condition que la priorité soit donnée à la sécurité alimentaire et que l'on tire durablement parti de la diversité biologique. Cette possibilité n'est cependant envisageable que si les aides publiques destinées aux cultures énergétiques imposent de disposer de systèmes d'exploitation durables et de garantir une utilisation intégrée de l'énergie. La consommation en huiles minérales peut surtout être réduite dans l'économie alimentaire si, au lieu de verser des primes consenties en faveur de l'exploitation de cultures énergétiques, des systèmes d'approvisionnement alimentaires locaux et régionaux sont promus comme il se doit.

Promouvoir la solidarité alimentaire et énergétique dans le monde

La population mondiale s'accroît. La sécurité alimentaire à long terme suppose une meilleure gestion des terres arables qui garantisse l'approvisionnement en aliments destinés à la consommation humaine et animale ou en énergie. L'actuelle consommation carnée élevée des pays et des consommateurs riches rend impossible, outre un approvisionnement alimentaire durable, la mise à disposition d'énergie issue de matières premières renouvelables. La production d'une calorie "viande" requiert jusqu'à dix calories d'aliments pour animaux. L'élevage industriel reposant sur les aliments pour animaux importés est non seulement subventionné à coups de milliards d'euros, mais représente aussi l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre comme le méthane. Cette utilisation des terres et de l'énergie nuisible à l'environnement est encore aggravée par l'exploitation de cultures énergétiques. L'UE, dans le cadre des futures réformes de sa politique agricole, devra donc avoir pour ambition une répartition mondiale équitable des ressources alimentaires et énergétiques.

Prévention des conflits alimentaires et énergétiques

Seules des mesures drastiques contre le gaspillage alimentaire et énergétique dans les pays industrialisés sont à même de garantir une répartition équitable des ressources entre le Nord et le Sud. C'est à ce prix que l'on pourra éviter les conflits alimentaires tant autour de l'eau que de l'énergie. En Amérique du Nord et en Europe, 19 % de la population mondiale consomment 65 % des huiles minérales disponibles et 40 % des aliments. Les réserves d'huiles minérales et d'eau s'amenuisent. Il est à craindre qu'avec la concentration des secteurs alimentaire et énergétique dans les mains de quelques entreprises qui dominent le marché, les gouvernements nationaux n'auront plus qu'une influence limitée sur l'approvisionnement alimentaire et énergétique, d'où l'importance de la mise en place d'un meilleur cadre législatif favorisant les réseaux décentralisés d'approvisionnement alimentaire et énergétique. Il existe de nombreux exemples et expériences de systèmes régionaux qui ont fait leur preuve, aux fins de production d'aliments et d'énergie renouvelable à l'intérieur et en dehors de l'UE. Ces approches concrètes tournées vers l'avenir méritent d'être stimulées encore par le biais de programmes de développement rural.

Certification et accès qualifié au marché

La certification n'est pas la panacée. Des systèmes d'inspection et de contrôle fiables requièrent un cadre privé et public adapté. Par conséquent, il est souhaitable que la Commission européenne procède à une évaluation d'impact exhaustive avant de formaliser par la législation l'obligation d'intégrer les agrocarburants dans les carburants traditionnels. Une analyse des effets éventuels sur la sécurité alimentaire dans le monde s'impose, s'appuyant sur des volumes estimés de carburants qui seraient produits au sein de l'UE ou dans les pays d'exportation. Il est important que les conditions de production des produits importés, en particulier ceux qui proviennent de pays en développement et d'écosystèmes fragiles, soient intégralement vérifiées.

S'agissant des importations, des *dispositions d'accès qualifié au marché* doivent être élaborées. Remplir les critères de durabilité est donc une condition d'accès au marché européen et pourrait être un moyen de prévenir le dumping écologique et social. Des conditions préférentielles à l'importation ainsi que des contraintes financières en cas de non-respect des critères de durabilité doivent exister comme outil de réglementation du marché. Il est nécessaire de soumettre les avantages fiscaux, les aides directes et le financement des projets de développement à des critères de durabilité.